

COMPTE RENDU DU WEBINAIRE N°4

Webinaires sur le climat - Sociétés et communautés

Justice climatique et inclusion sociale dans l'adaptation

Jeudi 30 avril 2026

Webinaires Climat N°4
SOCIÉTÉS & COMMUNAUTÉS

Justice climatique et inclusion sociale
dans l'adaptation

Jeudi 30 avril 2026
en ligne | 14h00 - 15h30 GMT

Inscription : <https://epavillonclimatique.francophonie.org/paco>

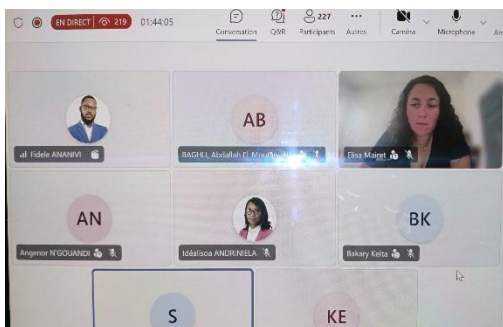
Webinaires sur le climat - Sociétés et communautés

Justice climatique et inclusion sociale dans l'adaptation

Le quatrième webinaire de la série *Sociétés et communautés* a porté sur la thématique « **Justice climatique et inclusion sociale dans l'adaptation** ». Organisé par l'Institut de la Francophonie pour le développement durable (IFDD), avec l'appui du programme régional « *Mise en œuvre des priorités régionales et nationales d'adaptation en Afrique centrale et de l'Ouest (PACO)* » – un programme financé par le ministère fédéral allemand de l'Environnement, du Climat, de la Protection de la Nature et de la Sécurité nucléaire (BMUKN) dans le cadre de l'*Initiative internationale pour le Climat (IKI)* et exécuté par la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ).

Introduction

Cette session a réuni une audience diversifiée de **227 participants** sur un total de 975 inscrits, sans aucune annulation. Les échanges se sont déroulés autour des enjeux d'équité et d'inclusion dans l'adaptation climatique, avec une représentation marquée des jeunes générations et une participation équilibrée entre hommes et femmes.



La composition de l'audience révèle que 69 % des participants étaient des hommes et 31 % des femmes, tandis que 58 % avaient moins de 35 ans.

Les profils étaient variés : 28 % étudiants, 38 % salariés, 23 % entrepreneurs, 11 % sans emploi. La diversité des participants a confirmé l'intérêt croissant pour les enjeux d'équité, de droits humains et de justice sociale dans l'action climatique.

Les participants provenaient de plus de vingt pays francophones (Afrique de l'Ouest et centrale, Maghreb, Caraïbes, océan Indien, Amérique du Nord, Europe), confirmant l'intérêt croissant pour la justice climatique et la cohésion sociale dans l'espace francophone.

Synthèse du webinaire

1. Ouverture et cadrage stratégique

Tounao Kiri (IFDD-OIF) a rappelé que « les impacts du changement climatique ne sont ni neutres ni équitablement répartis », affectant de manière disproportionnée les femmes, les jeunes, les populations rurales et marginalisées. Il a insisté sur la nécessité d'intégrer la justice climatique dans les politiques publiques et les mécanismes de financement, afin que ceux-ci atteignent réellement les plus exposés.

Abdallah El-Moutawakil (GIZ) a souligné que la justice climatique et l'inclusion sociale ne sont pas des options mais « le cœur même d'une adaptation efficace et durable ». Le programme PACO

accompagne notamment le Bénin, la Côte d'Ivoire, le Sénégal et la République du Congo pour renforcer la résilience des ménages vulnérables et des petites entreprises.

2. Interventions principales

Justice climatique et inclusion sociale : analyse des vulnérabilités

Elisa Mairet (SUCO) a développé une analyse structurée des vulnérabilités sociales face au climat :

- Femmes : accès limité aux ressources (terre, crédit, éducation), forte charge domestique, dépendance aux secteurs sensibles au climat (agriculture), sous-représentation dans les instances décisionnelles.
- Jeunes : exposés à long terme aux impacts climatiques, mais faiblement impliqués dans les décisions. Enjeu de justice intergénérationnelle.
- Populations rurales : dépendance directe aux ressources naturelles, forte exposition aux sécheresses et inondations, insécurité alimentaire accrue.
- Groupes marginalisés : pauvreté, exclusion sociale, handicap, âge, minorités et peuples autochtones, souvent cumulant plusieurs formes de vulnérabilité.

Elle a insisté sur trois leviers essentiels :

- Participation communautaire : impliquer directement les populations dans la conception et la mise en œuvre des projets.
- Renforcement des capacités : accès à l'information climatique, aux financements et aux ressources économiques.
- Intégration du genre et de l'équité : inscrire explicitement ces principes dans les politiques publiques pour éviter la reproduction des inégalités.

Concernant les risques, elle a mis en garde contre la **maladaptation**, c'est-à-dire des solutions techniques qui aggravent les vulnérabilités, par exemple des infrastructures excluant les populations les plus fragiles.

Pour les bonnes pratiques, un exemple concret a été présenté : *Assomopro*, une coopérative de femmes productrices agricoles au Nicaragua a mis en place une banque de semences adaptée au territoire, renforçant la sécurité alimentaire, les revenus et l'autonomisation des femmes et au , avec bénéfices de la communauté entière. Ce modèle illustre comment une approche inclusive améliore significativement les résultats d'un projet d'adaptation.

Justice climatique et droits humains

Mme Sokhna Dia (Natural Justice) a apporté une perspective juridique et institutionnelle :

- La justice climatique est une question de droits humains, d'équité et de justice sociale.

- Trois piliers : distributif (équité dans les bénéfices et charges), procédural (participation et accès à l'information), réparateur (responsabilité des grands émetteurs historiques).
- L'avis consultatif de la CIJ (avril 2026) transforme les engagements climatiques en obligations juridiques contraignantes.
- La requête de PALU devant la Cour africaine des droits de l'homme demande de clarifier les obligations des États africains envers leurs citoyens, notamment les populations vulnérables.

Session de questions-réponses

Les participants ont soulevé plusieurs points :

- Comment les sécheresses et inondations aggravent les inégalités sociales et territoriales.
- Différences entre pays du Nord et du Sud dans la perception et l'impact des inégalités climatiques.
- Mécanismes de compensation pour les pays les plus touchés mais les moins responsables des émissions.
- Bonnes pratiques d'intégration du genre dans les mesures d'adaptation, notamment en Afrique.

Les échanges ont mis en lumière plusieurs enjeux :

- Accès aux financements : nécessité de mécanismes décentralisés et équitables.
- Justice Nord-Sud : compenser les pays les plus touchés mais les moins responsables des émissions.
- Exemples concrets : banques de semences, coopératives féminines, initiatives locales.
- Intégration juridique : importance des avis consultatifs et des recours régionaux.

Les échanges ont également mis en évidence la transposabilité de ces approches inclusives dans le contexte africain.

Principaux enseignements

- Justice climatique et inclusion sociale doivent être intégrées dans toutes les politiques d'adaptation pour éviter la reproduction des inégalités.
- Participation communautaire et gouvernance inclusive sont des conditions de durabilité.
- Accès équitable aux financements reste un enjeu majeur, nécessitant des mécanismes simplifiés et orientés vers les besoins locaux.
- Femmes et jeunes jouent un rôle central dans l'innovation et la résilience sociale.

Conclusion

Ce webinaire a confirmé que la justice climatique et l'inclusion sociale sont des conditions essentielles pour une bonne adaptation. Les participants ont souligné :

- L'urgence de renforcer les capacités locales et institutionnelles.
- La nécessité d'intégrer les femmes et les jeunes dans la gouvernance.
- L'importance de faciliter l'accès direct aux financements climatiques.
- Le rôle des approches inclusives et juridiques pour éviter la maladaptation et renforcer la cohésion sociale.

Avec 227 participants présents, cette rencontre contribue au renforcement d'une communauté francophone engagée pour une adaptation équitable et résiliente.



Le webinaire complet est disponible en libre accès et peut être visionné à l'adresse suivante :

<https://youtu.be/P6Xan4gdI9M?si=kLaFKTImImNKDXmw>